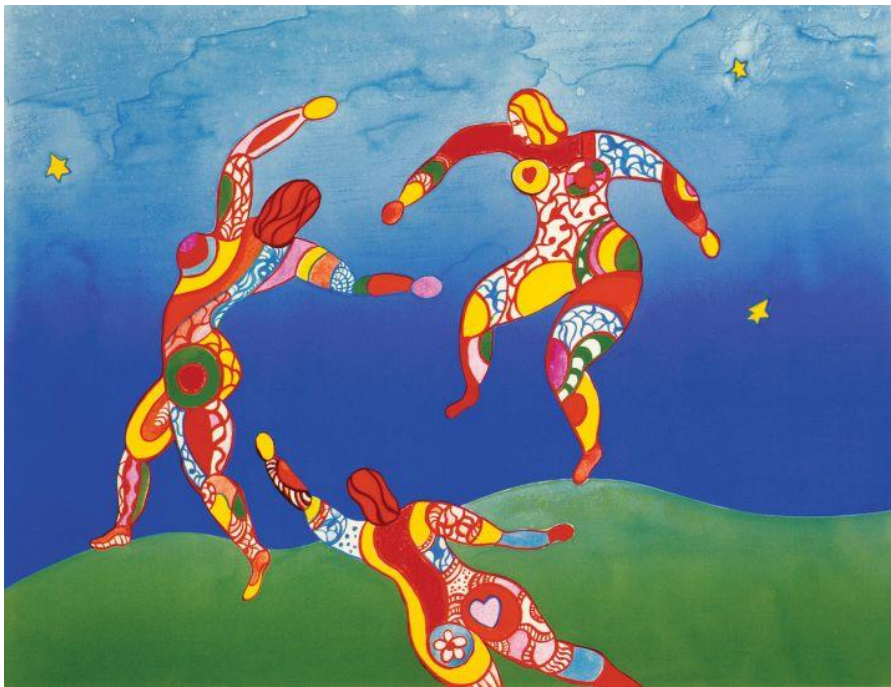




FEMMES ET TRANSITION ECOLOGIQUE : QUELQUES ENJEUX-CLES

Par Roger Herla, avec l'équipe



Niki de Saint Phalle – La Danse

–Sérigraphie - <http://www.place-des-arts.com/fr/354/1/DE-SAINT-PHALLE-NIKI/10614/LA-DANSE/>

Réchauffement climatique, extinctions massive des espèces, pollution des océans,... Les changements de pratiques qui s'imposent pour réduire l'ampleur de telles catastrophes écologiques, quand ils relèvent de la sphère domestique, sont pris en charge majoritairement par les femmes. Une fois ce constat posé, les lectures et échanges sur cette thématique entraînent des questions aussi diverses que : Comment se responsabiliser en tant qu'individu-femme sans perdre de vue les pratiques coupables des entreprises et des Etats ? Comment mieux partager la charge environne-mentale au sein du couple ? Quelles places pour les femmes au sein des potagers collectifs urbains ? L'engagement écologique est-il (parfois) antiféministe ? ...

Le temps, le loisir, l'espace, la liberté sont des choses qui s'arrachent à la gestion capitaliste de nos vies. C'est pourquoi il nous faut d'un même mouvement gagner du terrain sur l'exploitation des humains et de la nature, et déployer d'autres façons de s'organiser, de s'entraider, d'habiter.

Blog de Désobéissance Ecolo Paris/Médiapart
<https://blogs.mediapart.fr/desobeissance-ecolo-paris/blog/190819/nous-ne-renoncerons-rien>

Non pas qu'écologie et féminisme soient fondamentalement incompatibles. Mais si l'on continue à laisser aux femmes le fardeau du care tout en persistant à les exclure des institutions politiques et économiques en dépit du bon sens, ce ne sont pas nos exfoliants maison qui amélioreront le sort des paysannes indiennes, ni nos lombricomposteurs qui reconfigureront un système patriarcal et capitaliste destructeur.

Nora Bouazzouni
(<http://www.slate.fr/story/180714/ecologie-feminisme-alienation-charge-morale>)

Préambule

Les questions écologiques sont au cœur de nos vies qu'on le veuille ou non. Même quand, comme en Belgique, on reste relativement épargné.e par les changements climatiques en cours, même quand la 6^e extinction du vivant dont nous sommes les contemporain.e.s n'affecte encore le quotidien de nos vies humaines que de façon discrète ou banalisée (pics d'ozone, allergies décuplées,...).

Dans cette étrange et incertaine période (de transition ?) où la vie s'écoule en quelque sorte comme si de rien n'était, la plupart d'entre nous savons et/ou sentons pourtant que les catastrophes en cours et annoncées demandent que les humains -à commencer par les plus riches d'entre eux¹- modifient radicalement leurs pratiques et leurs aspirations, individuellement et surtout collectivement. L'inquiétude est là, elle traverse les générations, les sphères sociales et les mouvements politiques. Elle est présente également au sein des féminismes, de façon plus ou moins appuyée, depuis plusieurs décennies.

Les thèmes, questions, pratiques et revendications que suscite cette rencontre entre enjeux féministes et écologiques sont portées par le courant dit « écoféministe ». Celui-ci réunit des femmes aux parcours et priorités diverses

¹ Lire par exemple Hervé Kempf, "Comment les riches détruisent la planète", Point, 2014.

mais qui se rejoignent sur plusieurs points essentiels comme la dénonciation de la double exploitation des (corps des) femmes et de la nature ou l'urgence de revaloriser une culture relationnelle centrée sur le soin, sur la reconnaissance de nos vulnérabilités ainsi que de nos interdépendances², et sur la responsabilité par rapport aux autres (humain.e.s ou autres qu'humain.e.s).

La question de la responsabilité est en effet centrale. Que *peut-on* faire et que *doit-on* faire pour l'assumer dans un tel contexte ? Comment s'y prendre ? Et ces questions se posent-elles différemment pour les hommes et pour les femmes ?

De nombreuses publications passionnantes traitent de ces thèmes sous différents angles ces derniers mois tant ils sont sensibles, brûlants, inévitables. Que ce soit dans la presse féministe³, sur un site d'information généraliste⁴, via des maisons d'édition engagées⁵, sur divers blogs⁶ ou encore dans des publications associatives telles que la nôtre⁷.

Suite à ces lectures et à la co-animation, à l'été 2019, d'un atelier autour de la tendance vers le zéro déchet et de ses répercussions potentielles sur la vie des femmes, on propose de repérer ici quelques-uns des enjeux féministes qui recoupent ces initiatives de transition écologique. Puisque les inégalités femmes –hommes et les rapports de domination entre les sexes traversent nos vies et se jouent par conséquent aussi sur le terrain des pratiques écologiques, nous allons simplement souligner certaines des zones de tension, le plus souvent liées les unes aux autres, sur lesquelles il est utile de garder une attention critique.

L'objectif de réduction des déchets, notamment ménagers, ou encore les expériences de potagers partagés seront prises comme exemples et fils rouges pour illustrer les réflexions qui vont suivre. Ce sont des pratiques parmi d'autres possibles mais elles ont le mérite de concentrer plusieurs éléments essentiels parmi les défis environnementaux qui se posent aux humains : diminuer notre dépendance aux industriels (notamment pour ce qui concerne les cosmétiques, les produits ménagers et la nourriture), diminuer par conséquent la pollution occasionnée par nos habitudes de consommation et développer et/ou retrouver des compétences perdues.

Sur quels thèmes proposons-nous de porter l'attention ?

² Lire par exemple Yayo Herrero, « *L'écoféminisme, un regard indispensable sur l'anthropocène* », sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/L-ecofeminisme-un-regard-indispensable-face-a-l-anthropocene>

³ Causette en mars dernier ou Axelle pour un numéro spécial en cet été 2019, par exemple.

⁴ On pense à cet article récent de Nora Bouazzouni sur Slate.fr : <http://www.slate.fr/story/180714/ecologie-feminisme-alienation-charge-morale>

⁵ Celles du Remue-Ménage pour l'ouvrage collectif « *Faire partie du monde* » ou encore Isabelle Cambourakis pour le recueil de textes écoféministes « *Reclaim* » ou plus récemment pour le dernier ouvrage de Starhawk « *Quel monde voulons-nous ?* ».

⁶ *Les Inconnues* de Guillaume Lohest sur le site de Médiapart ou encore *Sortez tout vert*, de Julie Bernier.

⁷ On pense en particulier à « *Egalité hommes-femmes vs conscience e nvironnementale* », de Solène Houze, pour le Centre permanent pour la citoyenneté et la participation.

Enjeu 1 : En faire une affaire personnelle ?

Comme le rappelle avec humour et efficacité la dessinatrice Emma dans son dernier ouvrage⁸, bien que les entreprises capitalistes soient très largement responsables des choix ayant orienté nos sociétés vers les énergies fossiles, puis des émissions de CO2 qui en découlent depuis environ deux siècles⁹, bien que les ménages ne soient responsables que de 8% des déchets à l'échelle planétaire¹⁰, c'est aujourd'hui principalement les individus consommateurs-pollueurs.euses qui sont responsabilisé.e.s, voire culpabilisé.e.s par les campagnes de sensibilisation. Le message qui en émane est en gros : « sois le changement que tu veux voir dans le monde »¹¹. Nous sommes encouragé.e.s à « renoncer » à différentes pratiques et à multiplier les « éco-gestes » afin d'alléger notre empreinte écologique. Dans l'espoir que l'agrégation de ces bonnes pratiques individuelles soulage la planète... sans remettre en question les logiques économiques destructrices qui sont à l'origine des catastrophes auxquelles on tente d'apporter des réponses¹². Or, à nos yeux comme pour les rédactrices du Manifeste « Féminisme pour les 99% », ce sont bel et bien ces logiques capitalistes qu'il nous faut nommer et combattre : un capitalisme qui nous empêche, « *par sa structure même, de décider collectivement de ce que nous voulons produire, dans quelles quantités, sur quelle base énergétique et à travers quels types de relations sociales* ».¹³

Assumer nos responsabilités, prendre position et ajuster nos actions en tant qu'individus est important. Mais cela devrait se faire sans oublier que les humains ne sont pas tou.te.s pareillement responsables des pollutions/exploitations dont on parle ici. Ni que leur pouvoir sur la situation environnementale diffère fortement en fonction de la place qu'elles.ils occupent dans les rapports sociaux. En effet, le Nord Global¹⁴, les riches et les entreprises (publiques et privées) ont pollué et polluent encore considérablement plus que, respectivement, le Sud Global, les pauvres et les ménages¹⁵. Et l'impact potentiel sur notre environnement de leurs changements de comportements, donc leurs responsabilités, sont proportionnelles à leur pouvoir de nuisance. Car, « *que peuvent quelques écolos qui arrêtent de prendre l'avion contre des investissements de plusieurs milliards dans les énergies fossiles, qui doivent être rentabilisés sous peine de crise économique mondiale ?* »¹⁶

⁸ Emma, « *Un autre regard sur le climat* », Massot Editions, 2019.

⁹ Selon l'ONG Carbon Disclosure Project, une centaine d'entreprises sont responsables aujourd'hui de près de 70% des émissions de gaz à effet de serre.

¹⁰ Guillaume Lohest, « *Zéro déchet : ...* », Les Inconnues, Médiapart, op.cit.

¹¹ Propos prêtés au Mahatma Gandhi.

¹² Désobéissance Ecolo Paris, « *Nous ne renoncerons à rien* », Blog, Médiapart, <https://blogs.mediapart.fr/desobeissance-ecolo-paris/blog/190819/nous-ne-renoncerons-rien>

¹³ Cinzia Arruzza, Tithi Bhathacharya, Nancy Fraser, « *Féminisme pour les 99%. Un manifeste.* », La Découverte, 2019.

¹⁴ Le terme « global » est utilisé ici pour signifier que Sud et Nord sont des indications plus encore politiques que géographiques (certains pays de l'est de l'Europe, par exemple, peuvent être considérés comme partie intégrante du Sud global).

¹⁵ Hervé Kempf, op.cit.

¹⁶ Désobéissance Ecolo Paris, op.cit.

La question des changements de comportements, d'habitudes de consommation, etc. ne devrait donc pas s'adresser *prioritairement* aux individus. Bien entendu les changements se jouent *également* à l'échelle individuelle. Mais quand nous sommes poussé.e.s à (et/ou quand nous désirons) assumer notre part de responsabilité personnelle, nous devons nous souvenir que cette invitation (et/ou cette aspiration) à agir au quotidien de façon solitaire, individuelle (ou à la rigueur familiale), en nous isolant les un.e.s des autres et en nous culpabilisant, relègue trop souvent au second plan les responsabilités des entreprises polluantes, pourtant incomparablement plus lourdes que les nôtres, et participe également à soulager les institutions politiques (Etats, Communes) de leurs propres devoirs.

De notre point de vue, deux ensembles de questions complémentaires (au moins) découlent de ces réflexions :

a) comment préserver et inventer des espaces de rencontre et d'action solidaire qui permettent :

-de mettre en commun ses difficultés et ses compétences, ses doutes et ses ras-le-bol,

-de partager, grâce à la coopération, la charge mentale et physique qu'impliquent ces changements de comportements¹⁷... dans une société qui continue, pendant ce temps, de fonctionner sur les bases idéologiques et matérielles qui ont mené à la situation que nous connaissons,

-de mettre le doigt collectivement sur des injustices et de formuler des revendications ou de mener des actions militantes,

b) situer la lutte sur le champ de la démocratie représentative reste-t-il pertinent ? et si oui comment développer des pratiques respectueuses des écosystèmes, individuellement et surtout collectivement, *tout en mobilisant* suffisamment d'énergie et d'esprit critique pour questionner et mettre la pression sur les pouvoirs publics, voire pour s'engager dans la vie politique, notamment à un niveau local¹⁸ ?

¹⁷ Notamment et principalement pour les femmes, comme on va le voir dans l'enjeu 2

¹⁸Emmanuelle Faure et ses collègues chercheuses décrivent par exemple un quartier de Gennevilliers où « *l'implication dans le jardin partagé s'est prolongée, pour un grand nombre de personnes, par une participation aux réunions publiques mises en place dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier.* » Extrait de « *Agriculture urbaine comme levier d'émancipation des femmes et de bien-être en ville : l'exemple genevillois* », Pollution atmosphérique, 2018. Disponible ici : <http://lodel.irevues.inist.fr/pollution-atmospherique/index.php?id=6687#tocto2n4>

Enjeu 2 : Charge environne-mentale et inégalités de genre

Quand elles sont menées au niveau d'une famille ou d'un couple, les actions visant à diminuer l'empreinte écologique et la propagation de déchets divers relèvent clairement des tâches ménagères. Or, on sait que celles-ci restent majoritairement sous la responsabilité des femmes et que le temps qui leur est consacré par les hommes augmente... avec une remarquable lenteur. A l'échelle d'un ménage, les défis posés par la transition écologique et en particulier par le « zéro déchet » renouvellent l'important combat féministe lié au partage entre femmes et hommes des tâches domestiques et, plus largement, des différentes formes de « travail » : salarié ou non, dans la maison ou en dehors, matériel ou relationnel, de production ou de reproduction (de la force de travail et plus largement de la vie).

L'enjeu concerne donc le partage du temps et de l'énergie consacrées à ces actions quotidiennes. Il englobe également la charge mentale associée à ces différentes actions : c'est-à-dire la réflexion et la planification nécessaires à leur mise en œuvre. Qui elles aussi sont chronophages (c'est-à-dire dévoreuses de « temps de cerveau disponible »).

Une approche féministe, aussi bien politique qu'économique, des enjeux de la transition s'intéressera donc à la fois aux engagements écologiques et au partage des tâches.

Elle aura aussi à l'esprit un risque que repère Catherine Beau-Ferron dans le beau recueil de textes écoféministes « Faire partie du monde » : celui de se replier (malgré nous) sur des rôles de genre stéréotypés quand on doit faire face à des situations bouleversées / inquiétantes / incertaines. L'expérience de cette « mère, artiste, jardinière, constructrice, militante » lui a montré que même pour celles et ceux qui tentent de rester vigilant.e.s sur ces questions, « le piège de l'efficacité se referme dès qu'on vit des contraintes »¹⁹ (que ces contraintes soient économiques, matérielles ou encore écologico-environnementales). Elle observe que quand une famille ou un collectif tente de s'émanciper au maximum par rapport au capitalisme et au salariat et qu'elle doit pour cela produire beaucoup par elle-même pour subvenir à ses besoins de base, le temps et l'énergie nécessaires à ces tâches sont telles que l'efficacité devient la priorité. Chacun.e risque alors d'être appelé.e à faire ce qu'elle/il sait déjà faire, hommes et femmes se retrouvant coincées dans des rôles qu'elles/ils n'avaient pas forcément choisis, le couple ou le groupe laissant de côté toutes les expérimentations et apprentissages qui permettent d'explorer par-delà les (et parfois d'échapper aux) rôles que nous avons appris via notre socialisation de genre (en tant que fille ou garçon).

Enfin, une telle démarche critique prendra également en compte le fait que cette charge mentale portée essentiellement par les femmes s'accompagne souvent de deux autres poids psychologiques non-négligeables. D'une côté une charge

¹⁹ Catherine Beau-Ferron, « *La vie simple et la volontaire* », extrait de « *Faire partie du monde* », op.cit. p.82.

émotionnelle liée à l'inquiétude et la peine ressenties²⁰ et de l'autre une nouvelle « charge morale » : celle d'agir au nom des générations à venir, avec le risque que les femmes soient invitées, en quelque sorte, à s'oublier pour prendre soin du monde²¹. On y reviendra.

Du capitalisme global aux économies de communauté

Les différentes pratiques menées à la maison et en communauté d'affinité (affection mutuelle, valeurs communes) et/ou de proximité échappent aux logiques du marché, dans le sens où elles sont centrées sur la subsistance et l'autonomie plutôt que sur la propriété ou sur la double croissance de la production et des bénéfices. C'est notamment pour cette raison qu'elles peuvent être considérées comme faisant partie de ce que J-K Gibson-Graham²² ont appelé des économies de communauté.

Comme l'explique Anne Kruzynski dans le recueil « *Faire partie du monde* »²³, il s'agit pour ces auteures de repenser « l'économie » de fond en comble et de se réapproprier ce mot. Dans cette nouvelle conception, l'économie n'est plus un domaine indépendant, séparé du politique et du social, elle n'est plus non plus un champ spécifiquement humain (pensé par des humains et centré sur leurs besoins –qu'ils soient naturels ou artificiellement créés par le capitalisme²⁴). Elle doit plutôt être considérée comme un ensemble d'activités ultra-diversifiées permettant aux humains comme aux communautés non-humaines (abeilles, bactéries, arbres, ...) de créer de la vie, de maintenir des modes de vie et de prendre soin les un.e.s des autres, de façon interconnectée. Ecologie et économies s'entremêlent donc étroitement puisque celles-ci veillent à la préservation des écosystèmes. L'écologie peut être définie comme la façon dont les différentes communautés, et leurs économies interdépendantes, interagissent (et négocient). Et la question qui traverse ces interactions est à la fois simple et puissante : « Comment vivre ensemble avec les autres humains et non-humains ? ». Comment continuer de nous donner mutuellement la vie ?

²⁰ On peut lire à ce sujet le très beau « *Ecopsychologie pratique et rituels pour la terre* » de Joanna Macy et Molly Brown, Le Souffle d'or, 2008. Ou des articles de presse plus récents traitant de « l'éco-anxiété » tel que celui-ci, issu du Huffington Post :

https://www.huffingtonpost.fr/entry/angoisse-climatique-souffrez-vous-de-solastalgie_fr_5d3eb1coe4b0db8affaeea4c

²¹ Nora Bouazzouni, « Comment l'impératif écologique aliène les femmes », Slate, août 2019. Disponible ici : <http://www.slate.fr/story/180714/ecologie-feminisme-alienation-charge-morale>

²² Nom choisi par le duo Julie Graham-Katherine Gibson pour signer leurs écrits communs.

²³ « *De l'écologie sociale aux économies de communauté : pour un autre vivre-ensemble* », extrait de « *Faire partie du monde* », op.cit, pp.53-73.

²⁴ Razmig Keucheyan, « *Les besoins artificiels* », La Découverte, 2019.

Cette façon de relire l'économie dans toute la diversité de ses pratiques –principalement non-capitalistes- peut nous aider à mettre des mots, voire à donner sens aux pratiques plus ou moins radicales de transition écologique, telles que les actions qui tendent vers le zéro déchet ou les potagers collectifs. « *Le langage de l'économie diversifiée nous permet d'identifier des espaces de négociation déjà existants et de montrer pourquoi dire que nous vivons dans « un monde capitaliste » ou dans « un système capitaliste » revient à nier les façons dont d'autres mondes sont déjà-là, tout autour de nous. Dans une économie diversifiée et « plus-que-capitaliste » nous repérons de multiples chemins pour construire ces autres mondes possibles.* »²⁵

Les luttes à la fois économique, écologique et sociale que nous menons passent autant par l'investissement de nos corps et de nos cerveaux dans les initiatives locales auxquelles nous adhérons que par les récits (*narratives* en anglais) que nous faisons de nos pratiques, par les façons dont nous racontons à d'autres les mondes que nous désirons habiter mais aussi les façons dont nous avons déjà commencé de construire ces mondes désirables.

Enjeu 3 : L'agriculture en ville

Parmi les actions à mener pour diminuer nos dépendances et nos déchets (plastiques) en termes de nourriture, le maraîchage s'impose comme une évidence. Un « retour à la terre » qui semble inévitable mais qui pose de nombreuses questions. Car tout le monde n'a pas la possibilité, l'envie ni les moyens financiers de vivre à la campagne et d'y cultiver à la fois des terres et une forme d'autonomie radicale par rapport aux différents types de consommation possibles²⁶. De plus, à l'heure où de plus en plus d'humains vivent dans des villes densément peuplées²⁷, le problème le plus urgent est sans doute d'imaginer ou de maintenir différentes formes démocratiques d'accès à une terre cultivable, au sein même des villes.

La question est particulièrement aiguë pour les femmes, qui sont statistiquement plus pauvres que les hommes et plus nombreuses à assumer une charge monoparentale en ville. Ici aussi l'enjeu est complexe et la charge pour ces femmes est tout autant mentale que physique puisqu'il ne suffit pas d'accéder à la terre et donc aux moyens de production mais qu'il faut aussi à la fois (re)développer des compétences et trouver le temps de mener ces tâches à bien... tout en maintenant vaillamment que vaillent un revenu décent.

²⁵ <http://communityeconomies.org/about/community-economies-research-and-practice>

²⁶ Shannon Hayes, « *Radical Homemakers : reclaiming domesticity from a consumer culture* », Goodreads Author, 2010.

²⁷ Lire par exemple à propos de la France cet article du Centre d'observation de la société : <http://www.observationsociete.fr/population/donneesgeneralespopulation/la-part-de-la-population-vivant-en-ville-plafonne.html>

Nos lectures et le témoignage d'une travailleuse de terrain bruxelloise²⁸ confirment pourtant que les projets d'agriculture urbaine (potagers collectifs, jardins partagés), quand ils ont une dimension communautaire, sont surtout portés par des femmes. Dès lors :

- Comment contribuent-ils au renforcement du pouvoir d'agir individuel de celles-ci ?
- A quelles conditions peuvent-ils renforcer également leur pouvoir d'agir collectif ?
- Comment éviter qu'une implication grandissante de groupe d'individus, et en particulier de femmes aux revenus modestes, dans des initiatives d'agriculture urbaine ne s'accompagne d'un double désengagement : celui des pouvoirs publics vis-à-vis des populations pauvres et celui des femmes concernées vis-à-vis des luttes féministes en cours ?
- Comment éviter que de tels potagers communautaires ne s'inscrivent, comme les jardins collectifs québécois il y a quelques années encore, « dans une logique de proximité calquée jusqu'à un certain point sur les rapports domestiques où s'exprime un ordre de genre qui relègue les femmes au travail gratuit et invisible »²⁹ ?
- Autrement dit, comment reconnaître et valoriser socialement (et financièrement !) ces pratiques quand elles sont portées par des femmes ?
- Et comment soutenir les logiques de « renversement des stéréotypes » (des femmes dans des rôles « masculins » et vice versa) et de résistance individuelle (le jardin/potager comme outil d'affirmation du droit à être dans l'espace public) et collective (le jardin/potager comme reprise de contrôle des individus sur la production alimentaire) que permettent également de telles expériences d'agriculture urbaine ?³⁰

Enjeu 4 : Transmettre et redécouvrir des savoirs

Ce cinquième enjeu a été souligné en juillet 2019 par des participantes à un atelier consacré au « zéro déchet » et à ses liens éventuels avec les inégalités femmes-hommes. Les femmes présentes ont été nombreuses à souligner que les pratiques liées au « zéro déchet », tout comme les démarches d'agroécologie urbaine d'ailleurs, impliquent de préserver ou de retrouver la possibilité de transmettre des savoirs. Des savoirs en apparence modestes mais qui sont indispensables dans le cadre d'une lutte visant à sortir des habitudes héritées du 20^e siècle et à nous réinscrire dans des rapports plus sains et réfléchis à notre environnement.

²⁸ Merci Aline !

²⁹ Manon Boulianne, « *L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs. Empowerment des femmes ou domestication de l'espace public ?* », Anthropologie et Société, 2002.

Disponible ici : <https://www.erudit.org/fr/revues/as/2001-v25-n1-as371/000210ar/>

³⁰ Emmanuelle Faure and co., op.cit.

On pense à la transmission qui se joue entre la génération qui les précède et celles des (jeunes) adultes et parents d’aujourd’hui. Puis entre ceux-ci et leurs propres enfants. Et cette volonté de maintenir ou de réinventer une continuité transgénérationnelle vertueuse peut aussi se traduire par une démarche de recherche visant la récupération de savoirs enfouis ou simplement négligés, comme peuvent l’être par exemple ceux des hommes et femmes migrant.e.s qui arrivent dans nos villes européennes.

Ces savoirs peuvent être liés à la vie domestique, tels ceux présentés ici par Nora Bouazzouni qui en souligne avec ironie le côté illimité et potentiellement aliénant³¹ :

« Manger local et/ou bio, gaspiller le moins possible, réduire les emballages (donc opter pour du réutilisable, souvent lavable, qui s'ajoute à la corvée de lessive), bannir les produits transformés et les remplacer par du fait maison, avoir une salle de bains écolo dépourvue de perturbateurs endocriniens et autre pétrochimie, remplacer les cotons, les couches, les protections hygiéniques par des équivalents lavables (encore la corvée de lessive) ... »

Ils peuvent aussi concerner des compétences et connaissances liées aux plantes ou à la terre : des savoirs anciennement détenus ou partagés par les femmes, et notamment par celles qui furent considérées comme des sorcières et persécutées. On pense à des savoirs agricoles traditionnels délaissés depuis plus d’un siècle avec l’industrialisation et la « pesticidisation » des terres cultivées, mais aussi à une redécouverte des qualités médicinales associées aux plantes qui poussent encore dans nos régions³².

Que les compétences en question s’expriment au sein ou en dehors de la maison, leur transmission permet à celles et ceux qui en bénéficient de retrouver des zones de savoir dont elles.ils ont été privé.e.s par les logiques capitalistes et consuméristes et par conséquent d’élargir **leurs capacités d’agir sur le monde** en se réappropriant des usages –des façons de se nourrir ou de se soigner- là où nous avons été réduit.e.s à **la relative passivité de la consommation**. Ce qui signifie au final : récupérer de l’autonomie.

Notons que pour que cette transmission soit possible, **l’existence d’un territoire semble nécessaire**. Une zone (à défendre) non soluble dans la logique du profit, un espace délimité où des usages (des façons de faire) alternatifs peuvent être proposés et expérimentés collectivement. Ce territoire, ce terrain de vie, peut qualifier un espace cultivable, transformable par le travail physique, tel un jardin partagé, mais il peut aussi être plus largement un lieu de rencontre sécurisant, de retrouvailles, dans lequel des liens humains se tissent et des savoirs, aussi bien matériels qu’immatériels, s’échangent.

³¹ Nora Bouazzouni, op.cit.

³² Lire à ce propos « *Des agricultrices au rythme de la terre* », Véronique Laurent, Axelle Magazine, N° spécial « *Sauver la planète : les femmes aux manettes* », juillet-août 2019.

Perdre un territoire (quand les habitant.e.s d'un squat autogéré se font exproprier, quand une association féministe n'est plus financée, quand la pollution des sols ruine des terres urbaines arables³³) c'est perdre la possibilité et les chemins de la transmission. A l'inverse, en créer un par la pratique (qu'elle soit agricole ou autre) et la vie communautaire facilite, voire rend possible, le partage des savoirs qui, eux, favorisent l'autonomie par rapport au marché et aux institutions défaillantes ainsi qu'une relation renouvelée, respectueuse, non-destructrice à l'environnement.

Ces territoires sont alors à l'image des jardins partagés de Gennevilliers³⁴ : *« l'apprentissage de nouveaux savoirs, la valorisation d'être en capacité de partager un savoir {y} deviennent possibles. L'identification positive ne relève pas seulement de la performance (...), mais de la transmission, de la reconnaissance des hommes et des femmes {jardinières} comme étant des personnes ressources. (...) Ces {lieux} sont aussi des outils de valorisation des savoirs acquis, se révélant ainsi comme des moteurs de l'estime et de la confiance en soi. (...) La passation de savoir, entre femmes, entre générations (...) »* y est considérée comme primordiale par les femmes elles-mêmes.³⁵

Enjeu 5 : Quelle place (et quel sens) pour la non-mixité ?

Les hommes occupent une place marginale dans les ateliers « zéro déchet » qui fleurissent ci et là dans les villes du Nord global. Dans les faits, les femmes qui s'y investissent expérimentent donc des espaces de non-mixité... non-choisie, au sens où ces rencontres sont ouvertes à toutes et tous. Cette absence relative des hommes dans ces lieux confirme avant tout le chemin à parcourir pour que soient plus équitablement partagées les tâches ménagères et de soin (le soin, qu'on peut aussi choisir de nommer *care*, apporté à la fois à l'environnement et aux proches). On peut donc la regretter, espérer que se renforcent les formes de masculinité qui valorisent le fait de prendre soin de l'environnement³⁶ et souhaiter l'investissement d'hommes plus nombreux dans ces espaces.

Mais cette absence, tout en n'étant ni un principe fondateur du projet ni désirée par les participantes, peut-elle aussi constituer une opportunité ? Bénéficiaire de rencontres en non-mixité a été et reste essentiel pour les femmes en termes

³³ C'est le cas par exemple des importants jardins potagers de Bressoux, en périphérie liégeoise : https://www.rtb.be/info/regions/detail_bressoux-investigations-supplementaires-sur-le-potager-pollue-aux-metaux-lourds?id=10114476

³⁴ A ce propos, voici le lien vers le site de la ville : <http://www.ville-genevilliers.fr/2482/jardins-partages.htm>

³⁵ Emmanuelle Faure and co., op.cit.

³⁶ Les comportements jugés écolos sont associés au féminin voire à l'homosexualité par une majorité d'hommes. Lire à ce propos ces deux articles en ligne : <https://usbeketrica.com/article/l-ecologie-un-truc-de-bonne-femme> et https://www.vice.com/en_in/article/j5ye73/men-dont-recycle-because-dont-want-people-thinking-theyre-feminine-gay-study?fbclid=IwAR234YQAq17QcDZQzAfti-ZEu_LXvEdtMwDssW6ePsWEuaYtveY8rRtnEeQ.

d'empowerment³⁷. Elles permettent d'échapper aux logiques (parfois insidieuses) de la domination masculine, de développer en sécurité des aptitudes et de la confiance, et d'affiner des prises de position et des revendications. Dès lors, les initiatives liées à la transition, quand elles sont non-mixtes, permettent-elles aussi de renforcer des convictions et des valeurs grâce au partage d'expériences ? Fournissent-elles, à l'image de la non-mixité politique (c'est-à-dire des rassemblements dont les hommes cisgenres sont volontairement exclus), des espaces « de dignité, de confiance, de positivité (pensons au slogan 'black is beautiful') où un vrai processus de libération (peut) être mené entre opprimé-e-s à l'abri du logos dominant {c'est-à-dire à l'abri des récits, des arguments et des raisonnements qui entretiennent le monde tel qu'il est et les rapports de force qui le constituent}.»³⁸ ?

Cette question de la (non-)mixité, cruciale pour les féminismes, croise celle présentée dans l'enjeu 1. Ainsi, Catherine Beau-Ferron rappelle que le travail non-mixte peut fournir un rempart contre la domination masculine, à *condition de le faire collectivement*, en coopération. En évoquant les femmes dans les villages au Moyen-Âge et en citant Silvia Federici³⁹, elle écrit que « leur pratique consolidait une solidarité féminine cruciale 'qui leur fournissait pouvoir et protection'. Ainsi la femme qui accomplit aujourd'hui des tâches dites 'traditionnellement féminines', mais seule à la maison, isolée dans sa cellule familiale, me semble encore plus vulnérable, ce qui donne tout son sens à la revitalisation de traditions comme les cercles de femmes et autres espaces de solidarité féminine »⁴⁰.

On mesure donc bien l'intérêt, voire la nécessité, de profiter d'espaces en non-mixité. Même si un équilibre juste est à rechercher car le risque existe sans doute de s'y enfermer. Ou de s'y laisser enfermer : comme le rappelait Delphy, la non-mixité, historiquement, c'est bien d'abord celle imposée par les processus patriarcaux : l'exclusion de droit ou de fait des femmes au bénéfice des hommes⁴¹.

Enjeu 6 : L'engagement écologique serait-il antiféministe ?

Les pratiques liées au « zéro déchet » sont bien heureusement porteuses de joie et de fierté. Notamment, on l'a vu, parce qu'elles sont synonymes de gain en autonomie, d'économies financières, d'indépendance relative par rapport au salariat et aux systèmes industriels de production et de distribution ainsi que d'une position active dans la protection de la santé de ses proches et, par conséquent, de notre environnement.

³⁷ Nadine Plateau, « *Mixité et non-mixité avec Christine Delphy* », Revue Politique. Disponible ici : <https://www.revuepolitique.be/mixite-et-non-mixite-avec-christine-delphy/>

³⁸ Nadine Plateau, *ibid.*

³⁹ Silvia Federici, "Caliban et la sorcière", Entremonde, 2017.

⁴⁰ Catherine Beau-Ferron, *op.cit.*, p. 86.

⁴¹ Nadine Plateau, *op.cit.*

Mais un tel investissement place aussi les femmes qui l’assument dans des situations paradoxales en termes d’émancipation par rapport aux rôles qui leur sont traditionnellement assignés. S’engager à une échelle individuelle ou dans de petits groupes pour plus de cohérence et une empreinte environnementale soutenable -que cet engagement s’accompagne ou pas de combats plus politiques- cela signifie souvent consacrer une énergie et un temps plus importants à des tâches domestiques que les machines (les appareils ménagers) et l’industrialisation (la production de nourriture notamment) avaient allégées. La position tranchée de Nora Bouazzouni⁴² sur ce sujet peut aider à l’approfondir :

Quand je vois mes amies passer quatre heures en cuisine le dimanche pour préparer tous les repas de la semaine parce que c'est plus sain et que ça coûte moins cher, quand elles cousent leurs lingettes démaquillantes lavables parce que c'est meilleur pour l'environnement, je songe aux cours d'économie domestique dispensés aux filles uniquement au siècle dernier. Et je me demande dans quelle mesure il s'agit d'un choix bien réel ou si cela constitue une insupportable régression. (...) Aujourd'hui, les injonctions et les gestes écolos des plus privilégié·e·s ne font qu'exacerber et renforcer la division sexuelle du travail, tout en concurrençant l'engagement féministe. (...) Ils confinent à nouveau les femmes dans la sphère privée, en les poussant à diluer une fois de plus leur individualité au nom du collectif et à sacrifier leur idéal féministe au nom d'une cause soi-disant plus grande. Il leur faudrait sauver la planète, la sauver de ceux-là mêmes qui {sont absents} lorsqu'il s'agit de combattre les inégalités femmes-hommes.

Chercher à savoir, *pour de vrai*, ce qui relève du choix ou de la contrainte dans les activités domestiques que portent et que réinvestissent certaines femmes n’est pas indispensable. Les choix que nous posons sont toujours plus ou moins contraints. Ce qui compte, de notre point de vue, c’est que les marges de liberté (les marges de manœuvre), et donc le panel des choix possibles, soient : a) les plus larges possibles et b) aussi larges pour les femmes que pour les hommes. Or, concrètement, nous savons que les femmes subissent plus que les hommes les pressions (sociales, médiatiques, familiales) pour assumer les tâches liées au soin en général et aux tâches ménagères en particulier. Dès lors les questions urgentes à se poser sont plutôt : comment peut-on tenir compte de cette inégalité de fait ? comment continuer de travailler à ce que le partage des tâches ne soit plus dicté par le sexe biologique ?

Par ailleurs, ce n’est pas parce qu’on revient à des façons de faire laissées de côté depuis quelques temps qu’il s’agit automatiquement d’une régression ou d’un recul. Si les comportements et les modes de consommation domestiques adoptés progressivement depuis les années 1950 par les ménages du Nord global ont contribué à leur échelle au réchauffement climatique, on peut les remettre en question pour de justes raisons et sans que ça doive être considéré *en soi* comme une défaite ou une remise en question de conquies féministes. Encore une fois, l’enjeu serait plutôt de savoir comment se décide le partage de

⁴² Nora Bouazzouni, op.cit.

ces tâches quand elles ont été redéfinies et comment les hommes peuvent s'en emparer au même titre que les femmes.

Car oui le risque existe bien entendu que les femmes restent globalement confinées aux tâches de *care*. Que ce soit « parce qu'elles l'ont toujours fait » ou, plus radicalement, parce que ce serait « dans leur nature » : les justifications de ce confinement ne manquent pas. Le défi à relever est double : il s'agit d'échapper à l'enfermement, à l'assignation à des tâches qui ont été naturalisées et infériorisées mais, *en même temps*, d'assumer et de valoriser ces savoirs du *care* (hérités, appris, indispensables) et l'éthique relationnelle qui leur donne sens (c'est-à-dire la prise en compte des interdépendances entre les êtres vivants et de leurs vulnérabilités, ainsi que la priorité accordée au soin). En effet, « dans leur souci pour la vie de leurs communautés, pour les conditions sociales, biologiques et affectives qui en assurent la continuité, {les femmes} mettent en œuvre la politique du care, telle que la définissent Fisher et Tronto : ' (...) tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre « monde », de sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nous-mêmes et notre environnement, tous éléments que nous cherchons à relier en un réseau complexe, en soutien à la vie »⁴³.

Enfin, en considérant l'engagement écologique quotidien comme un piège solitaire, chronophage et non-politique, et par conséquent comme un concurrent pour les luttes féministes qui de son point de vue devraient pourtant constituer les priorités des femmes, Nora Bouazzouni nous aide ici aussi à réfléchir plus avant. Ou en tout cas à souligner une fois encore les points de tension les plus sensibles : comment combiner des modes d'action collectifs et solidaires avec nos engagements écologiques individuels ? comment maintenir vivantes et concrètes les connexions entre engagements féministes et environnementaux, autrement dit, comment participer à des formes d'écoféminisme qui nous correspondent ?

Conclusion

En s'appuyant sur des pratiques telles que le (presque) zéro déchet ou les potagers collectifs pour observer ce qui se joue actuellement au croisement entre questions écologiques et luttes féministes, on a pu repérer et présenter certains enjeux-clés, souvent interconnectés. Lister ces derniers a mis en évidence un autre enjeu, qui les traverse ou les englobe : celui de la tension entre, d'un côté, une approche individualiste et, de l'autre, une prise en mains collective et politique des défis environnementaux.

On a notamment vu les limites d'une « morale éco-citoyenne⁴⁴ » qui ne s'adresse *que*, ou même qui s'adresse *avant tout*, aux citoyen.ne.s en tant qu'individus. D'abord parce qu'elle dépolitise la cause climatique. Mais aussi parce qu'elle

⁴³ Catherine Larrère « *Faire de la politique autrement* », in « *Reclaim* », Cambourakis, 2016, pp. 376-377.

⁴⁴ Jean-Baptiste Comby, « Les limites de la morale éco-citoyenne », Lava –Revue en ligne, 1/10/2018, <https://lavamedia.be/fr/les-limites-de-la-morale-eco-citoyenne/>

semble plus s'adresser aux citoyennes qu'aux citoyens (et/ou parce qu'elle impose une pression plus forte sur les épaules des premières que sur celles des seconds).

Les différents niveaux d'engagement possibles ne doivent pas pour autant être opposés. Un peu comme en matière d'éducation permanente (dont le but est de former des humains capables d'insoumission et de peser *collectivement* sur les décisions politiques, mais qui passe par un éveil critique *individuel* et l'affirmation d'un point de vue au sein de *petits groupes*), c'est sans aucun doute la combinaison des différents niveaux d'actions qui permet d'espérer des changements majeurs : entre gestion réinventée de son ménage, solidarité et coopération de groupes (à l'échelle d'un quartier, d'une association,...) et pression sur les institutions (Etats, communes...mais aussi écoles). Ces institutions qui demandent à être transformées et réinventées, voire un jour dépassées⁴⁵, mais dont on peut difficilement se passer à l'heure actuelle pour insuffler à un niveau plus large, *et en premier lieu dans les entreprises*, les indispensables et urgentissimes changements :

-de mentalité (quelles pratiques sont bien vues et valorisées, donc populaires, et lesquelles ne le sont plus),

-de comportements (quelles pratiques sont autorisées et quelles autres sont sanctionnées).

En fait, dès qu'on réfléchit à de tels sujets, la question de la combinaison des niveaux d'engagement se pose, tout comme celle de l'articulation des luttes. On a insisté dans ce texte sur l'articulation entre luttes environnementales et féministes, bien sûr. Mais de tels combats gagnent à tenir compte d'autres formes de domination. La classe sociale pour inclure les plus pauvres dans leurs préoccupations et dans leurs actions. Mais aussi les rapports entre Nord global et Sud global, pour choisir nos actions en incluant toujours dans nos réflexions celles et ceux sur qui les effets du réchauffement climatique et de l'anéantissement de la biodiversité -largement provoqués par les riches entreprises et habitant.e.s du Nord- pèsent déjà de tout leur poids.

Il ne s'agit pas d'affirmer que tout le monde (ou toutes les femmes) devrait se positionner en même temps sur *tous* les fronts de lutte et s'engager à *chaque* niveau de son existence (individuel, groupal, ...). Mais le croisement des questions environnementales et féministes met au moins en lumière les limites et les paradoxes d'une prise de conscience et d'une action qui seraient uniquement individuelles. Il nous paraît utile de garder à l'esprit ces limites quand on choisit où placer notre énergie. Non pour culpabiliser stérilement de ne pas en faire assez ou, par exemple, de négliger les femmes du Sud, mais pour justement choisir nos actions en conscience. En connaissance de cause.

⁴⁵ Le municipalisme libertaire de Murray Bookchin, par exemple, propose une décentralisation géographique du pouvoir permettant aux « communes » de reprendre en mains leur économie et de nouer entre elles des alliances qui rendent à termes le niveau de pouvoir étatique obsolète.

C'est à partir d'un regard critique qui inclut les différents niveaux possibles d'action ET les différents types de domination en jeu que chacun.e peut tirer ses propres conclusions en termes d'engagement, en fonction de sa place au sein des différents rapports de domination (classe, genre, race, parcours migratoire,...), de ses sensibilités et de ses vulnérabilités singulières, de ses compétences et de ses connaissances ou encore de sa situation familiale et professionnelle.

Femmes et transition écologique : quelques enjeux-clés

Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11- 4000 Liège.

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla - rogerherla@cvfe.be – 0471 60 29 70

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.